

**COALITION INTERNATIONALE SIDA**  
14, rue Scandicci  
93508 PANTIN

**EXERCICE 2010**

**RAPPORTS  
DU  
COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**Exercice du 1<sup>er</sup> janvier au 31 Décembre 2010**

**COALITION INTERNATIONALE SIDA**

14, rue Scandicci  
93508 PANTIN

**EXERCICE 2010**

**SOMMAIRE**

I - Rapport sur les comptes annuels

II - Rapport Spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

**COALITION INTERNATIONALE SIDA**

14, rue Scandicci  
93508 PANTIN

**EXERCICE 2010**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

# **COALITION INTERNATIONALE SIDA**

14, rue Scandicci  
93508 PANTIN

**Exercice clos le 31 Décembre 2010**

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2010 sur :

- le contrôle des comptes annuels établis en euros de l'association Coalition Internationale Sida tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification des appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels établis en euros ont été arrêtés par le Trésorier. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### **I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

## II – JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

L'annexe indique dans « les faits caractéristiques » de l'exercice, l'existence de conventions d'apport avec droit de reprise. Nous nous sommes assurés de la conformité du traitement comptable de l'apport reçu des membres fondateurs et de l'apport versé aux membres de l'association.

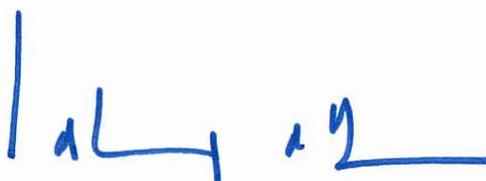
Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## III - VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Trésorier et dans les documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait au Tourne,  
Le 12 avril 2011



**P/ DURAND et Associés Aquitaine**  
Nicolas de LAAGE de MEUX  
Commissaire aux comptes et Mandataire social

BILAN

**Bilan Actif**

RUBRIQUES	Brut	Amortissements Provisions	Net 31/12/2010	Net 31/12/2009
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concession, brevets et droits similaires				
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immos incorporelles				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, mat. et outil. industriel				
Autres immobilisations corporelles	8 559	2 904	5 655	4 409
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>				
Participations				
Autres titres immobilisés	198		198	198
Prêts				
Autres immobilisations financières				
<b>ACTIF IMMOBILISE (I)</b>	<b>8 757</b>	<b>2 904</b>	<b>5 853</b>	<b>4 608</b>
<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
Stocks de matières premières				
Stocks d'en-cours de production de biens				
Stocks d'en-cours de production de services				
Stocks produits intermédiaires et finis				
Stocks de marchandises				
<b>CREANCES D'EXPLOITATION (3)</b>				
Avances, acomptes versés sur commandes				
Créances usagers et comptes rattachés	24 074		24 074	2 202
Autres créances	603 679		603 679	202 064
<b>DISPONIBILITES ET DIVERS</b>				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	67 043		67 043	21 871
Charges constatées d'avance (3)	2 563		2 563	12 093
<b>ACTIF CIRCULANT (II)</b>	<b>697 359</b>	<b>0</b>	<b>697 359</b>	<b>238 230</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion actif (V)			0	74
<b>TOTAL GENERAL (I à V)</b>	<b>706 116</b>	<b>2 904</b>	<b>703 213</b>	<b>242 911</b>

(1) dont droit au bail				
(2) dont à moins d'un an				
(3) dont à plus d'un an				
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				

**Bilan Passif**

RUBRIQUES	31/12/2010	31/12/2009
<b>FONDS ASSOCIATIFS</b>		
<b>Fonds propres</b>		
Fonds associatifs sans droit de reprise		
<i>dont legs et dons, avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables</i>		
Ecarts de réévaluation		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	10 173	101 456
<b>Résultat de l'exercice (Excédent ou déficit) (4)</b>	333 937	-91 283
<b>Autres fonds associatifs</b>		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Report à nouveau des résultat sous contrôle des tiers financeurs		
Ecarts de réévaluation		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires (commodat)		
<b>TOTAL (I)</b>	<b>344 110</b>	<b>10 173</b>
<b>Comptes de liaison (II)</b>		
Provisions pour risques et charges		74
<b>TOTAL (III)</b>	<b>0</b>	<b>74</b>
<b>Fonds dédiés</b>		
Sur subventions de fonctionnement		
Sur autres ressources		
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>DETTES (1)</b>		
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières divers (3)		
Avances et acomptes reçus sur commandes		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	313 934	192 234
Dettes fiscales et sociales	45 169	40 431
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance (1)		
<b>TOTAL (V)</b>	<b>359 103</b>	<b>232 665</b>
Ecarts de conversion passif (VI)		
<b>TOTAL GENERAL (I à VI)</b>	<b>703 213</b>	<b>242 911</b>

(1) dont à moins d'un an (à l'exception des av. & acpt. reçus sur commandes en cours)

(1) dont à plus d'un an (à l'exception des av. & acpt. reçus sur cdes en cours)

(2) dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque

(3) dont emprunts participatifs

(4) dont compte 1201 : Excédent

dont compte 1291 : Déficit

Résultat sous contrôle de tiers financeurs

COMPTE DE RESULTAT

**Compte de Résultat (Première partie)**

RUBRIQUES	31/12/2010	31/12/2009
Ventes de marchandises		
Prestations de services		1 800
Produits des activités annexes		
<b>MONTANT NET DES PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>0</b>	<b>1 800</b>
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	17 876	
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges	41 073	8 246
Collectes	91 427	3 305
Cotisations	4 500	4 300
Autres produits	1 400 358	900 211
<b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)</b>	<b>1 555 234</b>	<b>917 861</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stocks (marchandises)		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stocks (matières premières et autres approvisionnements)		
Autres achats et charges externes	536 530	378 744
Impôts, taxes et versements assimilés	15 599	11 898
Salaires et traitements	160 334	136 411
Charges sociales	76 711	65 389
Autres charges de personnel		
Dotations aux amortissements sur immobilisations	3 392	2 430
Dotations aux provisions sur immobilisations		
Dotations aux provisions sur actif circulant		
Dotations aux provisions pour risques et charges		
Autres charges	426 520	415 000
<b>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)</b>	<b>1 219 086</b>	<b>1 009 872</b>
<b>1- RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>336 148</b>	<b>-92 011</b>

**Compte de Résultat (Deuxième partie)**

RUBRIQUES		31/12/2010	31/12/2009
<b>1- RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>(I-II)</b>	<b>336 148</b>	<b>-92 011</b>
Bénéfice attribué ou perte transférée	(IV)		
Perte supportée ou bénéfice transféré	(IV)		
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>			
De participation			
Autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			
Autres intérêts et produits assimilés		5	
Reprises sur provisions et transferts de charges		74	
Différences positives de change			
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
<b>TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>(V)</b>	<b>79</b>	<b>0</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>			
Dotations financières au amortissements et provisions			74
Intérêts et charges assimilées			
Différences négatives de change		485	20
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
<b>TOTAL DES CHARGES FINANCIERES</b>	<b>(VI)</b>	<b>485</b>	<b>94</b>
<b>2- RESULTAT FINANCIER</b>	<b>(V-VI)</b>	<b>-406</b>	<b>-94</b>
<b>3- RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>	<b>(I-II) + (V-VI)</b>	<b>335 742</b>	<b>-92 105</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>			
Sur opérations de gestion		72	1 574
Sur opérations en capital			
Reprises sur provisions et transferts de charges			
<b>TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>(VII)</b>	<b>72</b>	<b>1 574</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>			
Sur opérations de gestion		916	754
Sur opérations en capital		960	
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions			
<b>TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>(VIII)</b>	<b>1 876</b>	<b>754</b>
<b>4- RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>(VII-VIII)</b>	<b>-1 804</b>	<b>821</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>(I+III+V+VII)</b>	<b>1 555 385</b>	<b>919 434</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>(II+IV+VI+VIII)</b>	<b>1 221 447</b>	<b>1 010 718</b>
<b>5- SOLDE INTERMEDIAIRE</b>	<b>(I-II) + (V-VI)</b>	<b>333 937</b>	<b>-91 283</b>
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs			
- Engagements à réaliser sur ressources affectées			
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>		<b>333 937</b>	<b>-91 283</b>

ANNEXE

## Règles et Méthodes comptables

### ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

(Règlement CRC 99-01 du 16 février 1999)

Les états financiers au 31 décembre 2010 de la Coalition Internationale Sida PLUS ont vocation à refléter les activités et le patrimoine de l'association selon les normes comptables en application.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels, édités par le plan comptable général 1999, ainsi que par le plan comptable de la vie associative et le règlement CRC n° 99-01 du 16 février 1999.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

#### I – Faits caractéristiques de l'exercice

L'année 2010 se caractérise par le deuxième exercice complet de la Coalition PLUS sur l'année civile.

Le Conseil d'Administration de PLUS a approuvé à l'unanimité l'adhésion, en qualité de partenaires de la Coalition, des associations ANSS (Burundi) et REVS+ (Burkina-Faso). Au terme de l'exercice 2010, PLUS compte dorénavant 9 associations adhérentes, les 4 membres fondateurs et 5 partenaires.

Dans le cadre du soutien financier de ses adhérents sur la mise en place des actions de lutte contre le sida et les co-infections, la Coalition a conclu pour l'exercice 2010 (*cf § II- 5°*) :

- avec les associations membres fondateurs une convention d'apport, avec droit de reprise, de 400.000 € (100.000 € par association)
- avec l'association partenaire KIMIRINA une convention d'apport, avec droit de reprise, de 2.000 € afin de mettre en place les moyens nécessaires à la conformité des critères du Label de la Coalition tels qu'ils sont définis dans la Charte de la Coalition
- avec les associations partenaires KIMIRINA et ARAS des conventions d'apport, avec droit de reprise, respectivement de 12.000 € et 12.500 € au titre de l'étude « Partages » du programme Recherche

L'exercice 2010 connaît un essor de l'activité collecte de fonds dans le but de diversifier les ressources de PLUS. Outre la constitution d'un fichier de donateurs réguliers français, des opérations de collectes de rue ont été mis en oeuvre au Québec dans le cadre d'un partenariat avec la Fondation Québécoise du Sida.

Les locaux du siège social de la Coalition Internationale Sida PLUS sont mis à disposition par l'association AIDES selon des modalités définies par une convention conclue le 1<sup>er</sup> juillet 2008. En

contrepartie de l'utilisation des locaux et des services généraux de AIDES, PLUS verse une redevance (37.952 € au total acquittés pour l'exercice 2010).

## II – Principes, règles et méthodes comptables

### 1°) Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005, l'application des règlements CRC 2004-06 et 2002-10 impose d'effectuer une approche par composants concernant notamment la valorisation des actifs immobiliers et de déterminer les durées d'amortissement de chaque composant en fonction de leur durée d'utilisation.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation prévue :

- Frais de recherche et développement :	Linéaire sur 3 ans,
- Logiciels :	Linéaire sur 1 an,
- Autres immobilisations incorporelles :	Linéaire sur 1 an,
- Constructions / approche par composants :	
• Gros œuvre, structure, parking	Linéaire sur 50 ans,
• Façade, étanchéité, couverture	Linéaire sur 20 ans,
• IGT (chauffage, climatisation, ascenseurs)	Linéaire sur 15 ans,
• Agencements	Linéaire sur 12 ans
- Agencements et aménagements des constructions :	Linéaire sur 3 à 10 ans,
- Matériel et outillage :	Linéaire sur 3 à 10 ans,
- Matériel de transport :	Linéaire sur 1 à 5 ans,
- Matériel de bureau :	Linéaire sur 2 à 10 ans,
- Matériel informatique :	Linéaire sur 2 à 10 ans,
- Mobilier :	Linéaire sur 2 à 10 ans,
- Autres matériels :	Linéaire sur 4 à 5 ans.

Seuls des équipements informatiques ont été acquis par la Coalition PLUS depuis le démarrage de l'activité en 2008.

*(cf. Tableau des immobilisations et amortissements – p 17 et 18)*

### 2°) Stocks

Il n'apparaît pas de stocks au bilan. Les produits de promotion, traités comme des consommables, pourront, à la mesure de leur coût/quantité, faire l'objet d'écritures en Charges Constatés d'Avance lors des clôtures des exercices futurs.

### 3°) Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nominale.

*(cf. Tableau des créances et dettes – p 20)*

### 4°) Subventions et fonds dédiés

Conformément au règlement CRC n° 99-01 du 16 février 1999, et pour les subventions notifiées sur un exercice mais non consommées en totalité, la subvention est comptabilisée en produit sur l'exercice de notification et apparaît pour son montant total en classe 74. La partie non consommée fait l'objet d'une écriture de dotation en fonds dédiés qui traduit vis à vis du financeur l'engagement à réaliser sur les ressources affectées.

Concernant les conventions pluriannuelles, la partie rattachée à des exercices futurs reste comptabilisée en produits constatés d'avance.

### 5°) Apports reçus et versés (avec droit de reprise) dans le cadre des conventions conclues avec les adhérents

#### a) Conventions conclues avec les membres

Les apports reçus des membres sont relatifs à l'exercice et sont par conséquent comptabilisés dans les comptes de gestion par l'intermédiaire d'un produit de la classe 75.

Selon le même principe, les apports versés aux membres sont comptabilisés dans un compte de charge de la classe 65.

#### b) Financement des partenaires

Les financements des partenaires, à caractère ponctuel, font l'objet de conventions d'apport avec droit de reprise comptabilisés dans un compte de charge de la classe 65.

## III – Informations complémentaires

### 1°) Provisions

*(cf. Tableau des provisions – p 19)*

### 2°) Etats des échéances des créances et dettes

Les échéances des créances et des dettes 2010 sont toutes considérées à moins d'1 an.

*(cf. Tableau des créances et dettes – p 20)*

### 3°) Produits à recevoir

Nous n'avons pas constaté de produits à recevoir au 31 décembre 2010.

**4°) Charges à payer et factures non parvenues**

Au 31 décembre 2010, elles se répartissent sur les lignes suivantes :

- Enregistrement des conventions 2010 aux impôts :		250
- Honoraires CAC audit certification 2010 :	+	8 085
		<hr/>
		8 335

**5°) Produits constatés d'avance**

Aucune opération de ce type n'est à constater au 31 décembre 2010.

**6°) Charges constatées d'avance**

Au 31 décembre 2010, elles se répartissent sur les lignes suivantes :

- Colloque AIDS Impact 2011 :		704
- Honoraires traitement de la paie ADP 2010/2011 :	+	750
- Colloque Chambéry 2011 :	+	204
- Abonnement DROPBOX 2010/2011 :	+	157
- SAGE contrat maintenance 2008/2011 :	+	747
		<hr/>
		2 563

**7°) Suivi des fonds dédiés**

Aucun engagement sur les ressources obtenues n'est à réaliser selon cette règle au 31 décembre 2010.

**8°) Effectif de l'association**

*(Cf Tableau des effectifs – p 21)*

**IV – Engagements hors bilan****1°) Engagements donnés****a) Crédit-Bail**

Les éventuelles redevances de crédit-bail sur les photocopieurs sont une composante du loyer redevable à AIDES qui facture semestriellement la mise à disposition d'une partie de ses locaux et l'utilisation de ses services *(cf § I)*.

PLUS n'a donc pas à traiter dans son annexe les engagements correspondants.

**b) Privilèges de prêteurs de deniers et hypothèque**

Aucun emprunt n'a été souscrit en 2010.

## c) Engagement en matière de retraite

Le montant des engagements de retraite pourra faire l'objet d'un calcul lors des exercices ultérieurs.

## d) Convention de Dailly avec la Banque Française de Crédit Coopératif

Aucune convention de cette nature n'a été souscrite auprès la BFCC en 2010.

**2°) Engagements reçus**

Aucun engagement reçu n'est à constater au 31 décembre 2010.

**V – Tableau de mouvement des fonds associatifs**

	31/12/2009	+	-	31/12/2010
<b>Fonds propres</b>				
Fonds associatifs sans droit de reprise				0
Report à nouveau	101 456	-91 283		10 173
<b>Résultat de l'exercice</b>	-91 283	333 937	-91 283	333 937
<b>Autres fonds associatifs</b>				
Report à nouveau sous contrôle tiers financeurs				0
Apports de fusion				0
Subventions d'investissement nettes				0
<b>Total mouvements des fonds associatifs</b>	<b>10 173</b>	<b>242 654</b>	<b>-91 283</b>	<b>344 110</b>

L'affectation de l'excédent 2010 sera décidée lors de l'Assemblée Générale de mai 2011.

## VI – Compte d'emploi des ressources d'exploitation

Ce document présente l'origine et l'affectation des ressources de la Coalition dont les données sont issues du croisement du compte de résultat général et du compte d'emploi analytique de l'association.

Par conséquent, il permet une lecture du compte de résultat selon la destination des ressources soit par activité.

EMPLOIS (en euros)	réalisé 2010	réalisé 2009	RESSOURCES (en euros)	réalisé 2010	réalisé 2009
<b>Activités</b>	<b>522 261</b>	<b>350 715</b>	<b>Subventions</b>	<b>17 876</b>	
Plaidoyer	99 159	73 986	OSI-SOROS	17 876	
Recherche	166 867	75 896			
Appui technique	90 577	66 725	<b>Dons et collectes de fonds</b>	<b>91 427</b>	<b>3 305</b>
Diagnostic	24 783	7 324	Québec	44 201	
Communication/collecte	107 409	103 607	France	47 226	3 305
Vie associative	33 466	23 177	<b>Apports des membres</b>	<b>1 400 300</b>	<b>900 210</b>
<b>Financements versés</b>	<b>402 000</b>	<b>415 000</b>	<b>Cotisations des adhérents</b>	<b>4 500</b>	<b>4 300</b>
Apports aux membres	400 000	400 000	membres	4 000	4 000
Financement des partenaires	2 000	15 000	partenaires	500	300
Autres financements versés			<b>Autres produits</b>	<b>41 282</b>	<b>11 619</b>
<b>Fonctionnement</b>	<b>297 187</b>	<b>245 002</b>	Prestations de service et participations		1 800
Secrétariat exécutif	185 795	155 505	Transfert de charges d'exploitation	41 073	8 245
Frais généraux	62 786	63 361	Autres produits d'exploitation	58	1
Conférences/colloques/format°	21 877		Produits financiers	79	
Consultants et prestataires ext.	26 729	26 136	Produits exceptionnels	72	1 574
<b>Engagements à réaliser s/ ressources affectées</b>			<b>Engagements réalisés s/ressources non utilisées des exercices antérieurs</b>		
<b>Sous Total (charges)</b>	<b>1 221 448</b>	<b>1 010 717</b>	<b>Sous Total (produits)</b>	<b>1 555 385</b>	<b>919 434</b>
<b>Excédent de l'exercice</b>	<b>333 937</b>		<b>Déficit de l'exercice</b>		<b>91 283</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 555 385</b>	<b>1 010 717</b>	<b>TOTAL</b>	<b>1 555 385</b>	<b>1 010 717</b>

## Immobilisations

RUBRIQUES	Valeur brute début d'exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions, apports, création, virements
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>			
Frais d'établissement, de recherche et dvpt			0
Concession, brevets, logiciels & droits similaires			0
Autres immobilisations incorporelles			0
	0	0	0
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			0
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier	7 700		5 598
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			0
	7 700	0	5 598
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés	198		
Prêts et autres immobilisations financières			
	198	0	0
<b>Total général</b>	<b>7 898</b>	<b>0</b>	<b>5 598</b>

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions, mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légales
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais d'établissement, de recherche et dvpt				
Concession, brevets, logiciels & droits similaires				
Autres immobilisations incorporelles				
	0	0	0	
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Installations techniques et outillage industriel				
Installations générales, agencements et divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique et mobilier		4 739	8 559	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
	0	4 739	8 559	
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés			198	
Prêts et autres immobilisations financières				
	0	0	198	
<b>Total général</b>	<b>0</b>	<b>4 739</b>	<b>8 757</b>	

## Amortissements

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début d'exercice	Augmentat° dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais d'établissement, de recherche et dvpt				0
Concession, brevets, logiciels & droits similaires				0
Autres immobilisations incorporelles				0
	0	0	0	0
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Installations techniques et outillage industriel				
Installations générales, agencements et divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique et mobilier	3 291	3 392	3 779	2 904
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
	3 291	3 392	3 779	2 904
<b>Total général</b>	<b>3 291</b>	<b>3 392</b>	<b>3 779</b>	<b>2 904</b>

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amort. linéaires	Amort. dégressifs	Amort. exceptionnels
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>			
Frais d'établissement, de recherche et dvpt			
Concession, brevets, logiciels & droits similaires	0		
Autres immobilisations incorporelles			
	0	0	0
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier	3 392		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
	3 392	0	0
<b>Total général</b>	<b>3 392</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## Provisions Inscrites au Bilan

RUBRIQUES	Montants début exercice	Augmentat <sup>o</sup> , dotations	Diminut <sup>o</sup> , reprises	Montants fin exercice
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Provisions pour fluctuation des cours				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions règlementées				
<b>PROVISIONS REGLEMENTEES (I)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Provisions pour litiges				0
Prov. Pour garant. Données aux clients				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour perte de change	74		74	0
Prov. pour pensions et obligat <sup>o</sup> simil.				
Provisions pour impôts				
Prov. pour renouvellement des immo.				
Prov. pour grosses réparations				
Prov. pour ch. soc. et fisc. sur CP				
Autres provisions pour risques et charges				0
<b>PROV. POUR RISQUES ET CHARGES (II)</b>	<b>74</b>	<b>0</b>	<b>74</b>	<b>0</b>
Prov. sur immobilisations incorporelles				
Prov. sur immobilisations corporelles				
Prov. sur immo. titres de participation				
Prov. sur autres immo. financières				0
Prov. sur stocks et en-cours				
Prov. sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciation				
<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATIONS (III)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total général (I+II+III)</b>	<b>74</b>	<b>0</b>	<b>74</b>	<b>0</b>

## Etat des échéances des créances et dettes

ETAT DES CREANCES	Montants bruts	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISE			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
	0	0	0
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	24 074	24 074	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Etat - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Etat - Divers			
Groupe et associés	603 200	603 200	
Débiteurs divers	479	479	
	627 753	627 753	0
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	2 563	2 563	
<b>Total général</b>	<b>630 316</b>	<b>630 316</b>	<b>0</b>

ETAT DES DETTES	Montants bruts	A 1 an au plus	A plus d'1 an et à 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires et convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	313 934	313 934		
Personnel et comptes rattachés	19 426	19 426		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	15 637	15 637		
Impôts sur les bénéfices				
Taxes sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	10 107	10 107		
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	0			
Dettes représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
<b>Total général</b>	<b>359 104</b>	<b>359 104</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## Effectif

(Décret 83-1020 du 29/11/1983 – Article 24-22)

EFFECTIFS	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres dirigeants		2
Cadres	4	
Agents de maîtrise et techniciens	1	
Employés		
<b>TOTAL</b>	<b>5</b>	<b>2</b>

### Commentaire :

Il s'agit de l'effectif en nombre de personnes au 31/12/2010.

L'effectif en équivalent temps plein est composé de 6 personnes : les 2 cadres dirigeants, le directeur et le secrétaire permanent, sont en effet mis à disposition par l'association AIDES, respectivement au 1/5<sup>ème</sup> et au 4/5<sup>ème</sup> de leur temps de travail.

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

**COALITION INTERNATIONALE SIDA**

14, rue Scandicci  
93508 PANTIN

**EXERCICE 2010**

**RAPPORT SPECIAL**

**DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**COALITION INTERNATIONALE SIDA**

14, rue Scandicci  
93508 PANTIN

**Exercice clos le 31 Décembre 2010**

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**Assemblée Générale d'approbation des comptes  
de l'exercice clos le 31 décembre 2010**

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous devons vous présenter un rapport sur les conventions réglementées.

Les conventions décrites dans le présent rapport concernent toutes les opérations intervenues au cours de l'exercice 2010.

En application de l'article 25-2 du décret du 1<sup>er</sup> mars 1985, nous avons été avisés des conventions visées à l'article L. 612-5 du Code de Commerce qui sont intervenues au cours de l'exercice.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article 25-1 du décret du 1<sup>er</sup> mars 1985, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vu de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

✓

**1°) Frais de déplacement, de missions, réglés directement par l'Association ou remboursés aux administrateurs.**

A ce titre, pour l'exercice 2010, et pour les administrateurs suivants de la Coalition Internationale Sida, ces sommes se sont élevées à :

M Bruno SPIRE	1.146,06 €
M Michel SIMON	1.592,31 €
Mme Lise PINEAULT	7.235,05 €
Mme Hakima HIMMICH	3.319,82 €
Mme Bintou DEMBELE	3.735,82 €
M Aliou SYLLA	2.222,89 €
Mme Fouzia BENNANI	2.477,80 €
<b>Total</b>	<b>21.729,76 €</b>

**2°) Mise à disposition de locaux par l'association AIDES**

Une convention de mise à disposition des locaux a été signée entre la Coalition Internationale Sida, le bénéficiaire et l'association AIDES en date du 1<sup>er</sup> juillet 2008.

Au titre de l'exercice 2010, la redevance de la période supportée par la Coalition Internationale Sida s'est élevée à 37.952 €.

**3°) Refacturation diverses effectuées par l'association AIDES**

A compter du 1<sup>er</sup> juillet 2008, l'association AIDES a mis à disposition de l'association Coalition Internationale Sida, du personnel (Directeur et Secrétaire Général).

Au titre de l'exercice 2010, la mise à disposition de personnel facturée s'élève à 141.405 euros.

**4°) Refacturation diverses effectuées aux membres :**

**a) à l'association AIDES**

L'association Coalition Internationale Sida a refacturé à l'association AIDES un montant total de 31.077,22 euros sur l'exercice 2010, correspondant notamment à la mission d'appui technique réalisée par Eric SIMMONEAU.



## **b) à l'association ALCS**

L'association Coalition Internationale Sida a refacturé à l'association ALCS un montant total de 5.520 euros sur l'exercice 2010, correspondant notamment à des produits de prévention.

## **5) Refacturation diverses effectuées par les membres :**

L'association ARCAD-Sida a refacturé des frais pour un montant total de 203 euros pour l'exercice 2010.

## **6°) Apport versé avec droit de reprise**

- Une convention d'apport avec droit de reprise a été signée en date du 1<sup>er</sup> juillet 2010, prévoit que l'association Coalition Internationale Sida apporte la somme de 400.000 euros à ses membres, répartie comme suit :

A l'association AIDES, la somme de	100.000 €
A l'association COCQ Sida, la somme de	100.000 €
A l'association ARCAD Sida, la somme de	100.000 €
A l'association ALCS, la somme de	100.000 €

- Une convention d'apport avec droit de reprise a été signée en date du 20 novembre 2010, prévoit que l'association Coalition Internationale Sida apporte la somme de 2.000 euros au partenaire de KIMIRINA.
- Deux conventions d'apport avec droit de reprise ont été signées en date du 30 novembre 2010, prévoit que l'association Coalition Internationale Sida apporte, dans le cadre du programme de recherche PARTAGES les sommes suivantes :
  - 12.000 euros au partenaire KIMIRINA
  - 12.500 euros au partenaire ARAS



## 7°) Apports reçus avec droit de reprise

Une convention d'apport avec droit de reprise a été signée en date du 1<sup>er</sup> juillet 2010, prévoit que les associations membres verseront à l'association Coalition Internationale Sida les sommes suivantes :

De l'association AIDES, la somme de	1.400.000 €
De l'association COCQ Sida, la somme de	100 €
De l'association ARCAD Sida, la somme de	100 €
De l'association ALCS, la somme de	100 €

### Administrateurs concernés :

Monsieur Bruno SPIRE, représentant permanent de Aides au Conseil d'Administration de la Coalition Internationale Sida est également,

Président de Aides ;

Monsieur Michel SIMON, représentant permanent de Aides au Conseil d'Administration de la Coalition Internationale Sida est également,

administrateur de Aides ;

Madame Lise PINEAULT, représentant permanent de Cocq Sida au Conseil d'Administration de la Coalition Internationale Sida est également,

représentante permanente de Cocq Sida,  
administrateur de Aides ;

Madame Hakima HIMMICH , représentante permanente de l'ALCS au Conseil d'Administration de la Coalition Internationale Sida est également,

Représentante permanente de l'ALCS, administrateur de Aides et Présidente de l'ALCS ;

Madame Fouzia BENNANI , représentante permanente de l'ALCS au Conseil d'Administration de la Coalition Internationale Sida est également,

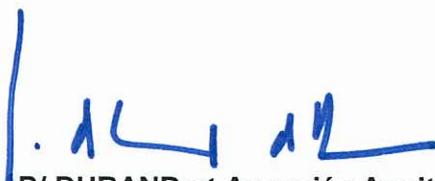
Représentante permanente de l'ALCS et Directrice de l'ALCS ;

Madame Bintou DEMBELE, représentante permanente d'Arcad Sida au Conseil d'Administration de la Coalition Internationale Sida est également, Représentante permanente d'Arcad Sida et Directrice Générale d'Arcad Sida ;

Monsieur Aliou SYLLA, représentant permanent d'Arcad Sida au Conseil d'Administration de la Coalition Internationale Sida est également,

Représentant permanent d'Arcad Sida, administrateur de Aides et Président d'Arcad Sida.

Fait au Tourne,  
Le 12 avril 2011

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'N. de Laage de Meux', is written over a vertical blue line that serves as a separator.

**P/ DURAND et Associés Aquitaine**  
Nicolas de LAAGE de MEUX  
Commissaire aux comptes et Mandataire social